**Université de Lubumbashi**

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES**

**ET DE GESTION**

**RAPPORT GENERAL DES JOURNEES SCIENTIFIQUES**

1. **Le déroulement des travaux**

Du 22 au 23 février 2019, il a été organisé, au Centre ARRUPE de la ville de Lubumbashi, par la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l’Université de Lubumbashi avec le concours de la Fondation MAPON, sous le haut patronage de Mr le Recteur de l’Université de Lubumbashi, des Journées Scientifiques sur le theme général: “*Sortir de l’économie rentière en RDC? Politique économique et réduction de la pauvreté en RD. Congo”.*

Ces journées ont été dédicacées à l’Hommage au Feu P.E. Jacques Mwalaba Kasangana.

L’idée qui a nourri les réflexions des participants est qu’en “RDC, notamment, il s’avère que les ressources humaines en tant que facteur de production font face à un sous-emploi structurel, au-delà duquel s’affiche l’enfermement de l’économie dans une logique de l’exploitation rentière. Cette logique s’affiche à travers une économie nationale reposant essentiellement sur des ressources naturelles qui lui permettent d’accéder à des revenus sans un impact réel sur sa transformation structurelle. De ce fait, l’économie nationale est dépendante des revenus fluctuants tirés des mouvements erratiques des transactions internationales. Son industrie est inopérante, incapable de faire un saut qualitatif pouvant entrainer des transformations substantielles dans les autres secteurs importants de la vie nationale”.

C’est à ce titre que la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l’Université de Lubumbashi a estimé qu’une conférence scientifique est une opportunité à fournir aux chercheurs et aux intellectuels de réfléchir et de se pencher sur les défis de l’économie nationale de la RDC afin d’envisager qu’elle se diversifie et qu’elle diversifie aussi ses différents secteurs de manière à briser le goulot de la pauvreté qui enserre la population nationale. Le point focal des cogitations est la triangulation de la politique économique, de la croissance économique et de la pauvreté en RDC. Ce qui donne à se poser notamment deux questions fondamentales, à savoir: Comment sortir l’économie de la RDC de la logique rentière ? Comment envisager une croissance économique inclusive et pro-pauvre en RDC?

Pendant deux jours, les réflexions ont porté sur ces questions ainsi que sur leurs implications, à travers des sous-thèmes: *Croissance économique et pauvreté, Politiques économiques et* d’autres conformes au thème central.

Les activités proprement dites de ces journées ont débuté le vendredi 22 février 2019 par une allocution d’accueil prononcée par le Doyen de la Faculté, le Professeur Gilbert Malemba N’Sakila. Il s’en est suivi l’ouverture solennelle avec le discours de Mr le Recteur de l’Université de Lubumbashi, le Professeur Kishiba Fitula Gilbert, en présence de S.E. Mr le Premier Ministre Honoraire de la RDC, le Professeur Matata Ponyo.

Quinze conférences ont été programmées, mais dix seulement ont tenues à cause de la consistance des échanges et des débats face à la contrainte du temps.

1. **Des exposés**

Le premier orateur a été le Professeur Matata Ponyo MAPON sur le thème de « *Gouvernance et croissance économique en RDC*. ». Les idées maîtresses développées ont été notamment :

* La gouvernance renvoie à l’ensemble de Mesures, règles, organes, décision, informations et surveillances. Elle assure : Le bon fonctionnement et le contrôle de l’Etat ou d’une institution ou une organisation publique ou privée.
* La Bonne gouvernance n’est pas compatible avec un régime politique donné : Démocratie, dictature ou socialisme.
* Mais, L’efficacité de la stratégie économique de l’Etat est conditionnée par la mise en œuvre de réformes structurelles et institutionnelles accompagnée d’une confiance mutuelle
* La réforme de la justice et le progrès vers un Etat de droit sont impératifs, sans quoi la sécurité des droits de propriété ne peut être assurée.
* Il y a donc interdépendance entre réformes budgétaires ou économiques, et réformes institutionnelles ou structurelles.
* L’efficacité de la stratégie économique de l’Etat est conditionnée par la mise en œuvre de réformes structurelles et institutionnelles
* Il y a donc interdépendance entre réformes budgétaires ou économiques, et réformes institutionnelles ou structurelles.
* Le bon leader n’est pas un "**dictateur bienveillant**" mais plutôt un "**leader éclairé**" par la vision qu'il a de la société.
* Le leader d’un Etat développeur a les qualités suivantes : **l’ambition, la discipline, la détermination, l’humilité, le bon jugement, la foi, l’honnêteté, le courage, l’éthique, la morale et l’anticipation.**
* Le leader doit lutter contre **la** **corruption** et **l’affaiblissement de l’Etat**.
* La réduction de la pauvreté serait la résultante de la combinaison entre un leadership fort et la bonne gouvernance.

Le deuxième orateur a été le Professeur Mbayo Musewa sur « L*e déterminant de l’émergence de la RDC : une approche managériale ».*  L’orateur a démontré que l’émergence de la RDC ne peut reposer sur les facteurs déterminants « hérités », mais plutôt sur ceux créés (Porter). Les facteurs élémentaires ne procurent pas l’avantage concurrentiel, par contre les facteurs complexes y parviennent. Ces derniers se construisent sous la logique d’écosystème d’innovation soutenu par la volonté des institutions politiques, la dynamiques des PME et d’entrepreneuriat, branding celebration et les facilitations de réseautage organisationnel et relationnel. Cette logique repose sur l’amélioration du système éducatif qui stimule l’esprit entrepreneurial des jeunes ainsi le taux d’employabilité dans les entreprises. L’intelligence économique c’est la Maitrise collective de l’information ouverte par l’ensemble des acteurs économiques. L’Etat doit développer un système national d’information en liaison avec le secteur privé en définissant de ses grandes orientations stratégiques. En conclusion :

* Pas d’avantages concurrentiels avec des ressources naturelles
* Investir dans les facteurs complexes
* Construire l’écosystème de l’innovation
* Pratiquer nécessairement l’intelligence économique

Le troisième orateur a été le Professeur Kabuya Kalala  sur le thème « *Les ressources naturelles politiques et bien-être ».* Il a mentionné que : Dans l’imaginaire populaire : la RDC est un pays « riche » parce que choyé en abondantes et diverses ressources naturelles (minerais, pétrole, forêts, terres fertiles, potentiel hydro-énergétique).

Dans les faits : quatre décalages sont perceptibles par rapport à cette croyance populaire. Le constat en est que:

1. Tirée essentiellement par le dynamisme du secteur extractif, la croissance du PIB en RDC est fort vulnérable aux chocs extérieurs.
2. Bien plus, cette croissance est non-inclusive au plan économique, social et géographique.
3. La rente minière générée s’amenuise et elle est mal répartie au détriment de la collectivité nationale.
4. L’expansion de l’activité minière – industrielle et artisanale – crée de plus en plus des externalités négatives pour le bien-être social. Il y a la nécessité d’avoir une véritable épargne nationale pour palier à certaines éventualités ou PIB – Consommation = **Épargne Nationale brute** – Amortissement du capital fixe = **Épargne nationale nette** + Investissement en capital humain – Épuisement des ressources naturelles = **Épargne véritable.**

Les pistes de redressement possible sont :

* Exploiter une ressource non renouvelable constitue toujours une aliénation du patrimoine collectif au détriment des générations futures.
* Une exploitation responsable renvoie nécessairement à la constitution d’une rente de précaution ou de transition.
* La constitution d’un fonds souverain permettrait de :
* Faire face à la volatilité des recettes issues des ressources naturelles
* Épargner pour les générations futures
* Répondre aux besoins de développement.
* Alerte : La richesse en ressources naturelles peut compromettre les institutions en encourageant la captation de rentes et la corruption, en dissipant l’épargne publique, et privilégiant des investissements de faible qualité.
* Les politiques nécessaires au changement de paradigme économique doivent viser de :
* Elargir la base économique et sociale dans la création des richesses ;
* Valoriser l’usage des produits nationaux sur les marchés locaux et à l’exportation ;
* Améliorer le mode de génération et d’affectation du surplus économique ;
* Maximiser le dividende démographique ;
* Veiller à l’équilibre spatial et à l’équité intergénérationnelle dans l’exploitation des ressources naturelles.

Le quatrième orateur a été le Professeur Kalaba Bin Sankwe. Il a exposé sur : « *Les recettes fiscales moteur du développement du Katanga ». D’après cet orateur :* Les recettes fiscales sont primordiales pour le développement durable car elles donnent aux Etats les ressources nécessaires à l’investissement dans le développement, la réduction de la pauvreté et la fourniture de services publics, ainsi que dans le renforcement des capacités de l’Etat, de sa redevabilité et de son aptitude à répondre aux attentes des citoyens. Cet exposé propose une réflexion sur le potentiel d’accroissement des recettes fiscales dont disposent la RDC en général et le grand Katanga en particulier et passe en revue les défis qu’il devra relever pour le concrétiser. Parmi ces défis on peut noter les défaillances des administrations, le manque de civisme fiscal et de discipline fiscale. La fiscalité fait partie des meilleurs moyens à la disposition d’un pays en développement pour mobiliser ses propres ressources au service du développement durable.

Les recettes fiscales sont la principale composante des recettes collectées à l’intérieur d’un pays. Elles gagnent en importance à mesure le pays se développe. La fiscalité est un antidote contre le poison de la dépendance du pays en développement à l’égard des financements extérieurs et offre la viabilité et la pérennité budgétaires nécessaires à la promotion de la croissance.

C’est pourquoi le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures ne se résume pas à un simple accroissement des recettes : elle suppose aussi la mise en place d’un système fiscal qui favorise une croissance inclusive.

Sa modeste expérience dans ce domaine souligne une corrélation notable entre le civisme fiscal, la volonté des citoyens d’acquitter leurs impôts et la discipline fiscale.

La prédominante de secteurs d’activité difficiles à imposer, petites entreprises, exploitations agricoles de petite taille et professions libérales notamment. Le problème revêt une acuité particulière lorsque les capacités de l’administration et les incitations destinées à encourager les contribuables à remplir leurs obligations sont insuffisantes. Si le secteur informel occupe une large place dans notre pays, on peut considérer qu’il n’est pas la source du problème : bien que les petits commerçants et les personnes exerçants une profession libérale puissent quelquefois ne pas avoir d’existence officielle, leurs revenus et leurs chiffre d’affaires sont généralement bien inférieurs à tout seuil d’imposition raisonnable.

Lorsque l’on considère les défis que notre pays a à relever, il importe par ailleurs de souligner qu’une hausse des recettes n’est pas en soi suffisante pour promouvoir le développement durable, et que ce n’est donc pas la seule dimension à prendre en considération lorsque l’on évalue un système fiscal et son efficacité. La question de la redistribution des recettes déterminante pour garantir l’équité, promouvoir une croissance inclusive et réagir efficacement une analyse de la contribution que peut apporter la fiscalité à la réduction des dommages causés à l’environnement ou de l’utilisation non durable des ressources.

Le cinquième orateur a été le Professeur Kilondo Nguya  sur*La recomposition du capitalisme minier dans le Haut-Katanga : dynamique des mines ou nouvelle offre de développement ».* Cette communication a été consacrée à la recomposition du secteur minier au Katanga. Il a apporté un éclairage explicatif sur les vertus de l’exploitation minière et sur l’apport du secteur minier au développement du pays. L’exposé a été structuré en axes théoriques et en axes factuels. Les approches mobilisées par l’orateur ont été empruntées à plusieurs disciplines scientifiques. Après avoir présenté sa grille de lecture, le Prof a renchéri que le capitalisme s’est implanté avec la civilisation matérielle. Dans son exposé, l’orateur a brossé l’évolution historique du Katanga.

Après la nationalisation, la GCM a été déversée dans un cadre singulier. La GCM a ainsi vu sa contribution qui a décliné vers les années 1990 après avoir atteint des sommets vers les décennies 1970 et 1980, en prenant pour point de départ la nationalisation intervenue en 1967. L’époque de la libéralisation a vu une ruée des investissements privés vers l’Afrique qui a poussé à la reconfiguration du capitalisme minier. Ainsi, il a estimé que les performances macroéconomiques récentes sont remarquables mais elles ne sont pas à la hauteur de la période faste de la GCM. L’orateur s’est posé la question de savoir si la nouvelle donne correspond-elle à une nouvelle offre de développement ou à une reconfiguration du capitalisme minier ? Il a considéré qu’il s’agit d’une nouvelle dynamique du secteur minier qu’il convient de replacer dans les perspectives de développement.

L’analyse vient de montrer que le modèle de croissance katangais se bute à trois principaux obstacles, notamment sa forte dépendance aux fluctuations extérieures, le réinvestissement des recettes publiques, spécifiquement de la rente minière, et le problème environnemental. L’issue possible de cette province, en plus de la bonne gouvernance à observer dans le secteur minier, demeure la diversification de son économie à travers le développement de l’agriculture avec ses variantes (agro-pastorale, agro-industrielle, agrochimique) et la promotion du tourisme, secteurs porteurs dans l’optique de l’après-cuivre du Katanga. Tant que le secteur minier restera le seul possible dominant, la province minière du Katanga risque de longtemps demeurer confuse entre une croissance économique et un développement en demi-teinte.

Le sixième orateur a été le Professeur Jose Mwania Wakosiasur « L*a gouvernance partenariale des entreprises minières face à la création et appropriation de la valeur ajoutée ».*Dans sa communication, il a vérifié si la théorique de la gouvernance partenariale au sein d’un panel d’entreprises minières du Katanga, du fait que cette théorie stipule que la création de la valeur ajoutée de l’entreprise est la résultante d’un faisceau des différentes parties prenantes qui vont s’approprier la valeur ajoutée de manière équitable source de la performance durable de cette dernière.

L’orateur a cherché à connaitre les déterminants importants de la gouvernance partenariale (les actionnaires, les clients, les fournisseurs, les salariés...) des entreprises minières au Katanga, ensuite voir les facteurs fondateurs (la taille de l’entreprise, statut du conseil d’administration, présence syndicale, la culture de l’entreprise, la sensibilité des prix du cuivre et cobalt...) de la création des valeurs partenariales par entreprise. La bonne répartition des rentes dégagées par ces entreprises fera un effet boule de neige dans le secteur de micro entreprises, dans création d’emploi et l’amélioration du bien-être social de la population de cet environnement. Ainsi les profils des entreprises minières seront dégagés en fonction des créations des valeurs partenariales, et autres variables sous analyses et enfin proposer d’autres pistes de solutions pour une bonne intégration de la gouvernance partenariale de ces dernières selon les résultats par entreprises.

Le septième orateur a été le Professeur Kishiba Fitula. Il a exposé sur « *L’économat du peuple comme stratégie de la réduction de la pauvreté ».* L’économat du peuple est un régime d’approvisionnement du peuple où l’état subventionne certains biens selon l’ancien régime soviétique. Mais l’économat du peuple c’est un écosystème de survie. La pauvreté est comprise sous plusieurs formes, aux niveaux des milieux urbains et ruraux. Cette dernière est étudiée sous la forme de PIB/H, l’accès d’eau, mais actuellement ça se comprends sous l’angle du bonheur. Il est possible de créer une société agropastorale sous l’initiative de l’université de Lubumbashi avec le concours de la faculté des sciences économiques et de gestion et celle d’agronomie. Cette approche va témoigner l’importance de l’UNILU dans la résolution de la sécurité alimentaire dans la province du Haut Katanga.

Le huitième orateur a été le Professeur Ngoie Tshibambe Germain. Son exposé a porté sur “*La lutte contre la pauvreté en République Démocratique du Congo : leurre et lueurs dans une économie semi-capitaliste périphérique ».* D’après lui,dans l’Afrique ancienne, dit-on, lorsque des malheurs frappaient un village, les anciens en appelaient au ciel pour invoquer les esprits des ancêtres de manière à conjurer le temps de détresse : ils se posaient la question d’en savoir l’origine. Cette manière de gérer les choses manque en cette époque de la rationalité scientifique et de la prolifération des savoirs. La République démocratique du Congo est engagée dans des politiques économiques déterminées par la lutte contre la pauvreté et pour la croissance. Appuyé par des institutions de Bretton Woods (IBW), la RDC dispose d’un document stratégique de lutte contre la pauvreté en tant que test de conformité, sinon de passage obligé pour s’aligner sur les bonnes pratiques et bénéficier des soutiens économiques et politiques en vue de la relance de la vie économique nationale. Ce texte part de la considération que la formation sociale de la RDC est une économie semi-capitaliste périphérique qui produit l’inégalité sociale à grande échelle. Par ailleurs, le discours sur la lutte contre la pauvreté est une fabrique, sinon une fabulation des théoriciens des IBW qui traduisent le malaise du système capitaliste incapable de produire le développement tant vanté. Nous entendons ainsi procéder à l’archéologie discursive de la lutte contre la pauvreté pour démontrer la portée et les limites de cet énoncé.

Le neuvième orateur a été le Professeur MUHEME BAGALWA. Il est intervenu sur les « C*onsidérations sur certains aspects de planification économique régionale pour une politique publique de lutte contre la pauvreté congolaise ».* On y a retenu que l’amélioration du bien-être économique mondial au cours de la seconde moitié du XXe siècle, avec une mesure et une rapidité jamais perçues auparavant, il faut cependant noter que, parallèlement, les inégalités se sont amplifiées au sein des pays, comme aussi entre les nations. Un grand nombre de personnes continue de vivre dans l’extrême pauvreté. » Pour la République Démocratique du Congo, ces inégalités reposeraient sur des disparités dans le découpage territorial ayant engendré un fonctionnement d’entités territoriales décentralisées basées sur le passage de onze à vingt-six Provinces difficilement viables. Le recours à la planification régionale comme branche de politiques publiques rassemble des actions engagées par les autorités publiques (État, administrations, collectivités, Provinces ou régions) dans les différentes activités pour coordonner l’économie nationale.

La spécificité de la planification économique régionale est de viser à rendre cohérentes entre elles, à l’avance, de façon volontariste, les activités individuelles des agents économiques autour d’un projet articulé autour de **six éléments** **de réponses** : une liste des objectifs à atteindre, des programmes ou activités, l’ordre hiérarchique de ces activités, les réalisateurs ou responsables, le temps de réalisation et les moyens budgétaires de les accomplir. Avec le processus de mondialisation, il s’agit de la stabilisation à court terme par retour rapide aux grands équilibres macroéconomiques suite aux chocs et contraintes extérieurs selon les phases cycliques de l’économie : récession, expansion, surchauffe, reprise.

Le cadre est de développement régional par différents angles de vue que l’évaluation peut reconnaître à une politique publique selon les critères de pertinence, cohérence, efficacité, efficience, et impact systémique. S’agissant de l’économie nationale à intégrer, nous avons au départ, dans la conceptualisation théorique, un choix préférentiel pour le concept d’*économie régionale* (planification économique régionale) à celui d’intégration régionale.

L’économie publique comme domaine de cette recherche motivée par nos enseignements et notre qualification notamment en planification économique et en finances publiques.

Le dixième orateur a été le Chef de Travaux Karim Omonga, qui a exposé sur la “*croissance, inégalités et pauvreté en Afrique subsaharienne : analyse de la relation causale ».* D’après cet orateur : Croissance, Inégalités et pauvreté sont les éléments fondamentaux du processus de développement. Cependant, les effets mutuels et les directions de causalité restent un des éléments de controverse. Cette recherche complète une grande partie de la littérature existante sur les relations entre croissance, inégalités et pauvreté, qui s’appuie largement sur les données empiriques en Afrique Subsaharienne. Son objectif est d’étudier la causalité et la cointégration entre la pauvreté et ses fondamentaux sur données de panel. Notre échantillon comprend 39 pays disponibles de l’Afrique Subsaharienne dont la République Démocratique du Congo, observés entre 1981-2011. Notre démarche empirique consiste à étudier la stationnarité des séries sous-études, tester l’éventuelle relation de cointégration et estimer cette relation de cointégration. Finalement, afin de tenir compte à la fois de l’hétérogénéité des paramètres et de la dépendance en coupe transversale des observations, cette recherche s’appuie sur l’estimateur de la moyenne de groupe avec effets communs corrélés. Les résultats obtenus suggèrent non seulement l’existence d’une relation de long terme entre l’incidence de pauvreté et ses fondamentaux à savoir la croissance économique et les inégalités, mais aussi une relation de court terme. Ces résultats restent robustes lorsqu’on tient compte des effets communs corrélés entre les pays. Ainsi, nous pouvons avancer que la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté ; elle en est une condition nécessaire mais doit s’accompagner de la mise en place de politiques de réduction des inégalités présentes et futures.

1. **La séance de clôture**

La clôture des travaux des Journées Scientifiques est intervenue ce samedi 23 février 2019. Elle a eu lieu à travers d’abord le mot de remerciements de Mr le Doyen de la Faculté, le Professeur Gilbert Malemba N’Sakila à l’endroit des orateurs, des participants et surtout à l’égard de la Fondation MAPON qui a daigné sponsoriser l’organisation de ces assises. Il a demandé que le partenariat avec cette Fondateur continue.

Ensuite, Mr. le Recteur de l’Université de Lubumbashi, le Professeur Kishiba Fitula Gilbert a prononcé une allocution de clôture en saluant l’ampleur des journées telle que dégagée par les différentes conférences. Enfin, il y a eu lecture du présent rapport général.

Fait à Lubumbashi, le 23 février 2019

Le Rapporteur Général,

JOSÉ MWANIA WAKOSIA

Professeur